

Rencontre de Saint-Denis : nous défendrons 14 propositions d'urgence

Nous, formations politiques de la NUPES, participons à la réunion proposée par le président de la République ce mercredi 30 août. **Nous y porterons 14 propositions communes pour apaiser le pays et répondre aux urgences sociales et écologiques. Elles s'inscrivent dans le cadre du programme de la NUPES que nous défendons.**

I. APAISER LE PAYS

1. L'année qui vient de s'écouler a été particulièrement éprouvante pour les françaises et les français. **Pour permettre l'apaisement, pour refaire nation, un premier geste est nécessaire : la suspension de la publication des décrets d'application de la réforme des retraites. Et puisque le président souhaite consulter directement les Français, qui comprendrait qu'il en convoque un sans les interroger sur la retraite à 64 ans ? Nous souhaitons la convocation d'un référendum pour permettre au peuple Français de trancher sur cette réforme.**

2. Les mois de juin et de juillet ont été marqués par le meurtre du jeune Nahel par un agent de police, par les révoltes urbaines qui ont suivi et par un mouvement séditionnel dans la police, soutenu au plus haut niveau de la hiérarchie policière et du gouvernement. Ces événements ne peuvent pas rester sans réponse d'ampleur. **Nous demandons une réforme en profondeur de la police nationale incluant un plan de lutte contre le racisme, une révision totale de toute la doctrine de sécurité publique incluant une nouvelle loi pacificatrice, le remplacement de l'IGPN par une autorité de contrôle indépendante et le rétablissement d'une véritable police de proximité pour garantir la paix.**

3. Cette année a été aussi le théâtre d'une criminalisation des mobilisations citoyennes pour le climat. Le déploiement par le gouvernement d'une rhétorique présentant les citoyens mobilisé.es comme des "éco-terroristes" s'est accompagné d'une volonté de dissoudre des collectifs engagés, comme celui des Soulèvements de la Terre. **Nous saluons la décision du Conseil d'Etat, garant de nos principes de remettre en cause cette dissolution, mais nous demandons au gouvernement la fin définitive de cette procédure et un moratoire sur la construction de méga-bassines.**

II. RÉPONDRE AUX URGENCES IMMÉDIATES

4. Les Françaises et les Français sont confrontés à une hausse des prix très importante sur les produits alimentaires, l'énergie ou les carburants. La cause est connue : le premier facteur de la hausse des prix sur les produits alimentaires est l'augmentation des marges de l'industrie agroalimentaire qui ont bondi de 70% en un an et demi. C'est pourquoi il est temps d'agir. **Nous demandons la mise en place de mesures de blocage des prix à la baisse sur les produits de première nécessité et de taxation des profits extraordinaires accumulés par les grandes entreprises.**

5. Dans le même temps, les rémunérations dans le privé comme dans la fonction publique n'ont pas progressé à la hauteur de l'inflation. Il est aujourd'hui de plus en plus difficile de vivre de son travail. **C'est pourquoi nous demandons l'ouverture immédiate d'une conférence nationale sur les salaires, l'augmentation du SMIC à 1600 euros net et l'indexation sur l'inflation des salaires de la fonction publique comme du secteur privé.**

6. Les familles et les jeunes vont être frappés de plein fouet par la hausse des prix à l'occasion de la rentrée scolaire et la rentrée étudiante. La hausse du prix des fournitures scolaires est estimée à plus de 11% et l'augmentation du coût de la vie étudiante à près de 7%. **Nous demandons la prise en charge des fournitures scolaires par le budget de l'État, l'augmentation du salaire des enseignants, la généralisation du repas à 1 euro pour l'ensemble des étudiantes et étudiants en attendant la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes. Parallèlement, pour les aînés, il est urgent de mettre en place une allocation solidaire d'autonomie en établissement qui limite le reste à charge des résidents en Ehpad. Une loi grand âge est attendue depuis longtemps pour faire face à la transition démographique.**

7. Cet été a montré les impacts concrets du changement climatique. Début août, ce sont près de 100 communes françaises qui n'avaient plus accès à l'eau. A Mayotte, l'accès à l'eau n'est désormais possible qu'un seul jour sur trois. **Nous demandons un plan d'investissements massifs pour l'accès à l'eau dans les départements ultra-marins, un programme de rénovation des canalisations pour réduire les gaspillages et la mise en place d'une tarification progressive pour prioriser les usages, avec la gratuité des premiers mètres cubes indispensables à la vie.**

8. La canicule a aussi frappé le pays et révélé à quel point nous n'étions pas prêts à faire face à la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes. **Nous demandons que l'Etat se dote d'un véritable plan pour faire face aux canicules et que le budget à venir prévoit l'isolation d'au moins 700 000 logements par an afin de mettre fin aux situations de précarité énergétique et de lutter concrètement contre le changement climatique. Nous demandons le rétablissement et le renforcement de l'Impôt sur la Fortune (ISF), incluant une dimension climatique, pour en assurer pour partie le financement comme l'ont suggéré les experts du gouvernement eux-mêmes.**

9. Les tensions sont également extrêmement fortes pour l'accès au logement. L'explosion des loyers et des charges devient insoutenable. Le nombre de personnes sans-abri atteint des records. **Nous demandons un encadrement des loyers l'année prochaine, l'arrêt des coupes budgétaires contre les bailleur sociaux, l'augmentation des APL ainsi que la construction de 200 000 logements publics par an pour permettre à chacun de pouvoir être logé dans des conditions dignes.**

10. L'hôpital craque. La désertification médicale prive d'accès aux soins un nombre croissant de nos concitoyens. Rendre des moyens à une politique de santé publique, ce n'est pas économiser en dissuadant les plus pauvres de consulter. Créer un impôt sur chaque boîte de médicament et sur chaque consultation, afin de dégager de l'argent destiné à acheter encore plus cher les médicaments auprès des grands laboratoires pharmaceutiques relève de l'aberration. **Nous demandons l'abandon de ce nouvel impôt sur la maladie, l'examen rapide de la proposition transpartisane sur les conditions d'installation des médecins à l'instar de ce qui a été admis pour les dentistes, le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale des soins de santé prescrits, la constitution d'un pôle public du médicament et le recrutement massif de professionnels du soin et du médico-social.**

III. FAIRE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

11. La lutte contre le changement climatique est le premier défi du siècle. Elle nécessite une rupture avec les politiques mises en place des dernières années et une prise en compte dans l'ensemble des politiques mises en place par l'Etat et les collectivités locales. **C'est pourquoi nous demandons la mise en place d'une véritable planification écologique, organisant la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le respect des engagements pris par la France dans le cadre des accords de Paris (-65% d'ici à 2030).**

12. Cette planification écologique nécessite un effort financier, politique et industriel hors du commun. Cela inclut notamment le développement massif des énergies renouvelables, des politiques d'efficacité et de sobriété énergétique, le développement des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle et une transformation du modèle agricole vers un modèle compatible avec les limites planétaires. **Nous demandons un plan massif sur cinq ans pour investir, développer l'emploi et la formation, et rétablir une gouvernance publique dans l'énergie, les transports et la santé, gérés démocratiquement, afin de réindustrialiser le pays au service de la bifurcation écologique.**

13. Cette planification nécessite aussi de protéger les forêts, les sols, et la biodiversité de nos territoires. **Pour cela, nous demandons un programme de lutte contre l'artificialisation des sols et la pêche illégale et le renforcement des moyens humains et financiers des opérateurs publics pour mener à bien leur mission.**

IV. TOURNER LA PAGE DE LA V^E RÉPUBLIQUE

14. Cette année a montré à quel point les institutions de la 5^{ème} République permettait à un homme seul de décider contre le pays tout entier. Il est temps de bâtir de nouvelles institutions pour en finir avec la monarchie présidentielle et permettre l'exercice du pouvoir par le peuple. **C'est pourquoi nous demandons le passage à une VI^{ème} République parlementaire, incluant des droits nouveaux pour les citoyens et la protection de nos libertés fondamentales, comme le droit à l'IVG, la liberté du genre ou le droit à choisir librement sa fin de vie qui doivent être inscrits dans la Constitution.**

Manuel Bompard
La France insoumise



Olivier Faure
Parti socialiste



Marine Tondelier
Europe Écologie-Les Verts



membres de la

